

Selon les français, la solidarité revient tout d'abord à l'état, aux collectivités locales et à la sécurité sociale

De plus en plus de Français jugent que la solidarité devrait avant tout être l'affaire de l'Etat, des collectivités locales ou de la Sécurité sociale

En 2019, 66 % d'entre eux partagent cette opinion ; un résultat en hausse de six points par rapport à 2017 et de dix-neuf points par rapport à 2013.

Par ailleurs en 2019, un peu plus d'un quart des Français (28 %) considèrent que la solidarité devrait relever avant tout des individus et des familles, et 6 % des associations. Ces deux proportions sont en baisse, respectivement de 15 points et 4 points par rapport à 2013.

Que ce soit le système d'assurance maladie ou le système de retraite, la quasi-totalité des Français, plus de neuf sur dix, souhaitent qu'ils restent essentiellement publics. Les deux tiers des Français sont « tout à fait » d'accord avec cette opinion et un peu plus d'un quart (27 %) « plutôt d'accord ».

Enfin, un peu plus de six Français sur dix considèrent qu'il est normal que la France consacre environ le tiers du revenu national au financement de la protection sociale, 22 % jugent cette contribution insuffisante, et 16 % excessive.

Le système de protection sociale français juge efficace et moins coûteux qu'auparavant

Sept Français sur dix estiment que le système de Sécurité sociale national fournit un niveau de protection suffisant (71 %).

De même, huit Français sur dix affirment qu'il pourrait servir de modèle à d'autres pays (81 %). Toutefois, même si une majorité de Français (56 % en 2019) estiment que le système de Sécurité sociale coûte trop cher à la société, cette part est en net recul depuis 2014 (-12 points).

Retrouvez l'ensemble des données de l'étude en vous rendant sur la page dédiée. Une première synthèse des résultats généraux de l'enquête est disponible sur le site de la Drees. Depuis 2004, chaque année, la Drees demande à Bva de réaliser le Baromètre d'opinion, qui est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion) ainsi que sur les inégalités sociales et la cohésion sociale. L'enquête existe depuis 2000. Les données de la vague 2019 ont été collectées en face-à-face du 14 octobre au 27 novembre 2019 soit avant la crise sanitaire, auprès d'un échantillon de 3 030 personnes, échantillon représentatif de la population âgée de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine et constitué d'après la méthode des quotas. Pour faciliter la lecture, le terme « Français » désigne ici les personnes âgées de 18 ans ou plus vivant en France métropolitaine, qu'elles soient de nationalité française ou non. *La Drees est la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère des Solidarités et de la Santé.*